

## Centre Communal d'Action Sociale

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

MERCREDI 9 MARS 2016

### RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE EXERCICE 2016

Le débat d'orientation budgétaire est la première étape du cycle budgétaire. Il est obligatoire dans les communes de plus 3 500 habitants et doit être réalisé dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif en conseil municipal.

La loi NOTRe (loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République) est venu étoffer les dispositions relatives au débat d'orientation budgétaire des communes en accentuant l'information aux conseillers municipaux.

L'article L.2312-1 du CGCT modifié par la loi concerne les CCAS puisque cet article précise que « les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus ».

Désormais, dans les CCAS des communes de plus de 3 500 habitants, le débat d'orientation budgétaire (DOB) doit s'appuyer sur un rapport d'orientation budgétaire (ROB) qui sera porté à la connaissance des administrateurs dans les deux mois précédant le vote du budget.

Enfin, il est à noter que désormais le débat ne devra pas seulement avoir lieu, il devra en outre être pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

#### **I- CONTEXTE ET SYNTHESE DES RESULTATS 2015 (provisaires)**

L'exécution budgétaire 2015 du Centre Communal d'Action Sociale comporte les particularités suivantes :

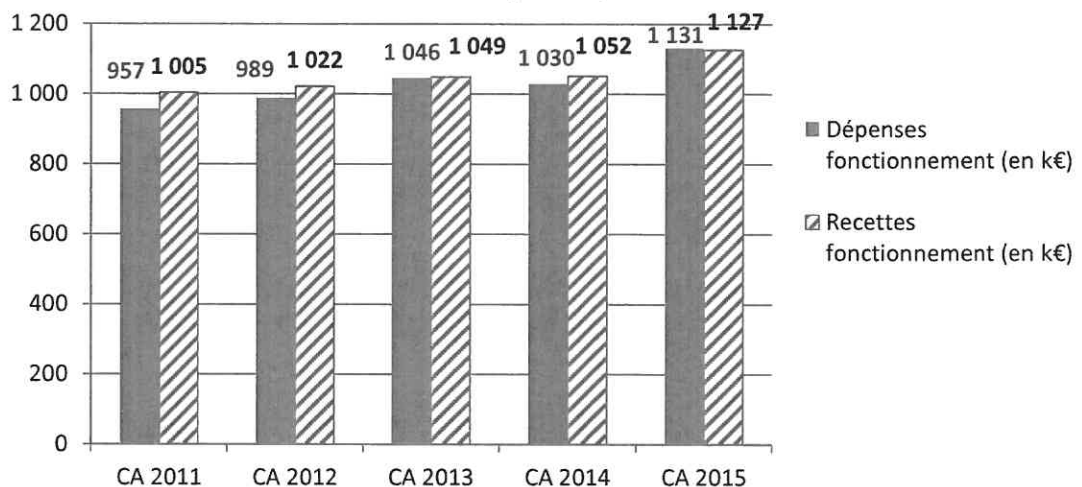
- L'ouverture de la résidence Léonis, domicile partagé, pour personnes désorientées le 1<sup>er</sup> juin 2015 (en partenariat avec le CLARPA et l'ASSAP-CLARPA). Des dépenses d'équipement ont été nécessaires à la mise en route de l'établissement (mobiliier et équipement des parties communes). Elles ont été financées en partie par un emprunt souscrit auprès de la MSA et par l'octroi d'une subvention par le Département. De nouvelles dépenses de fonctionnement (loyer auprès du bailleur, contrats de maintenance et entretien du bâtiment) ainsi que des recettes de loyers à compter de juin 2015 ont impacté le budget 2015.

- Une activité de portage de repas, plus dynamique que prévue, avec 4 552 repas livrés en 2015 pour un prévisionnel de 3 500 repas.
- Le terme de la convention avec l'association BABIGOU BREIZH, au 31.08.2015.
- La nécessité de recruter des agents contractuels en remplacement de personnels absents. L'accroissement de charges de personnel pour remplacements a été financé par une augmentation de la subvention communale de 10 000 €, portant la contribution de la commune aux actions publiques dans le domaine de la Solidarité à 410 000 €.

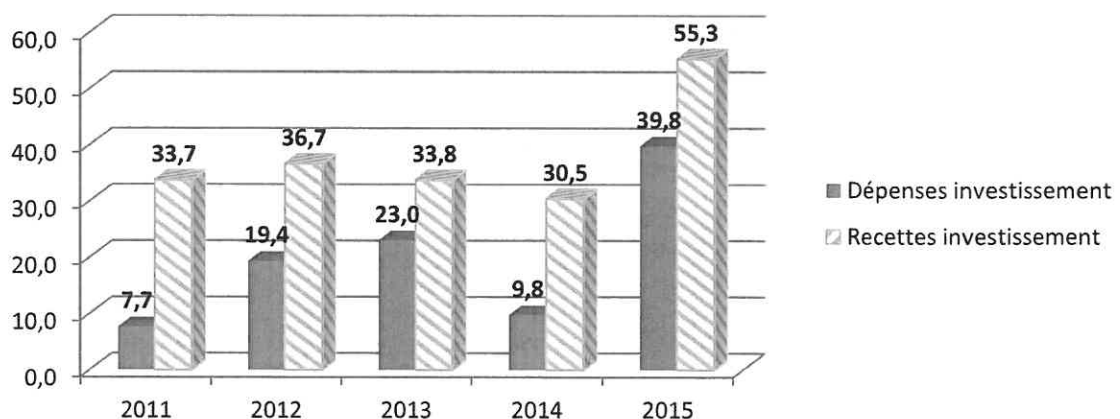
Les résultats provisoires 2015 font apparaître un déficit à la section de fonctionnement de 3 881,96 € et un excédent à la section d'investissement de 15 466,23€.

#### Evolution des charges et des recettes entre 2011 et 2015 :

##### Evolution de la section de fonctionnement de 2011 à 2015 (en k€)



##### Evolution de la section d'investissement de 2011 à 2015 (en k€)



## **II- LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2016**

**Les prévisions budgétaires 2016 ont été élaborées à partir des axes suivants :**

Accompagner les personnes en difficultés :

- Accompagnement personnalisé
- Financement des activités sportives, culturelles ou de loisirs des jeunes
- Attribution d'aides financières (directes ou sur fonds FSL) et orientation vers les dispositifs de secours

Assurer un accueil de qualité pour les plus jeunes :

- Offrir un équipement et des animations adaptées à l'épanouissement des enfants avec des budgets dédiés à l'Ilot câlin, au Relais assistantes maternelles (RAM) et au Lieu Accueil Parents-enfants (LAEP)
- Poursuivre la politique de formation du personnel dédié à la petite Enfance

Favoriser et faciliter le maintien à domicile des personnes âgées :

- Fonctionnement en année pleine de la Résidence Léonis, en partenariat avec l'ASSAP CLARPA
- Développer et promouvoir l'activité de service de portage de repas

Proposer des réponses adaptées aux demandes de logement :

- Renforcement de la collaboration avec les bailleurs sociaux tant au niveau de l'attribution des logements que dans la gestion et la prévention des expulsions.

En outre, le budget 2016 est également impacté par :

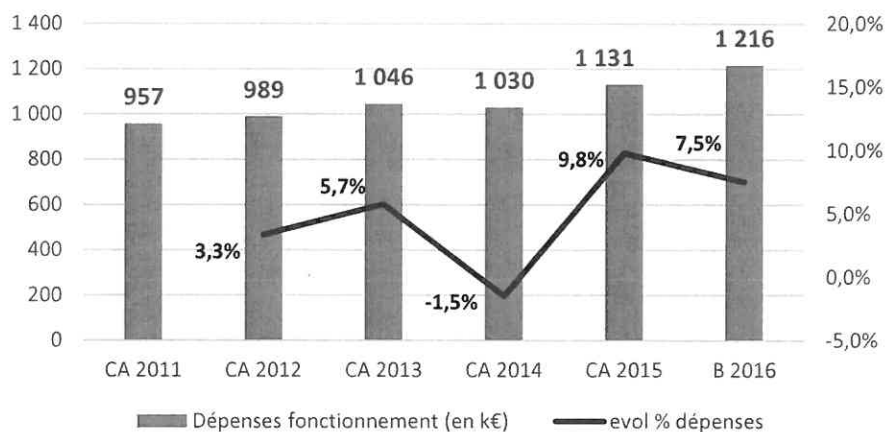
- La reprise sur le budget principal de la gestion des pavillons, Rue René Cassin, jusqu'alors imputée sur le budget annexe de l'EHPAD
- La remise en gestion à Vannes Golfe Habitat, propriétaire, des logements Rue du Camp de César et Rue du Porlair pour lesquels le CCAS était bailleur intermédiaire.

## **I – LE FONCTIONNEMENT**

### **1) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2016**

En 2016, les dépenses de fonctionnement s'élèveraient à 1 216 k€ soit une augmentation de 7,5 % par rapport au réalisé des dépenses de fonctionnement 2015 (1 131 k€).

## Dépenses de fonctionnement - CCAS de saint-Avé

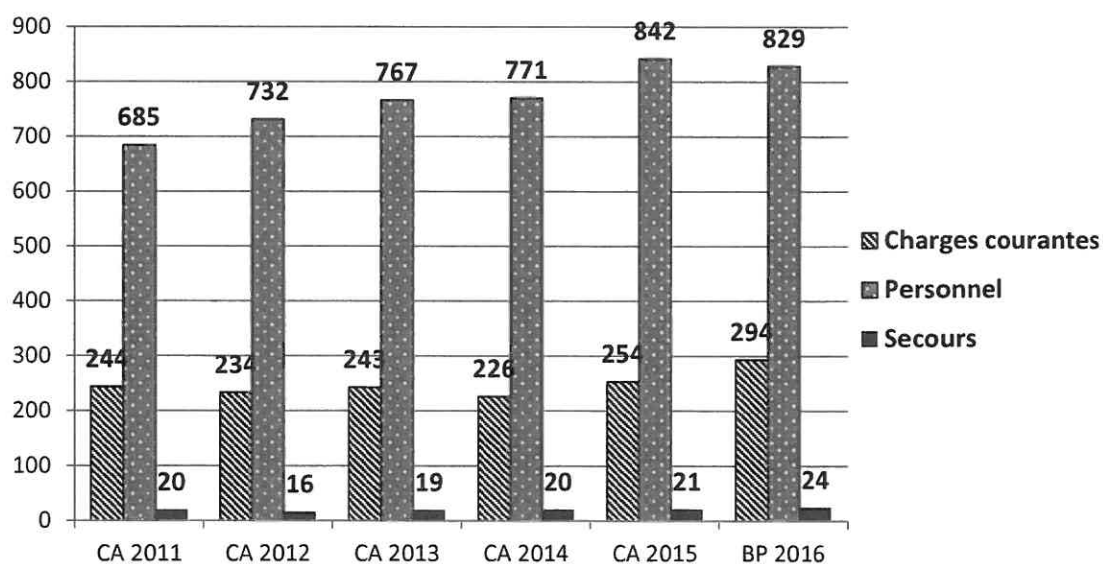


Les dépenses de fonctionnement sont réparties en 3 postes principaux, par ordre décroissant :

- Les charges de personnel
- Les charges de fonctionnement général
- Les aides et secours

Evolution des dépenses récurrentes de 2011 à 2016 :

### Evolution de la section de Fonctionnement par chapitre - en k€ (hors dépenses exceptionnelles)



Trois nouveaux postes de dépenses sont prévus en 2016 :

- les charges financières suite à l'emprunt souscrit auprès de la MSA en 2015 pour équiper le domicile partagé,
- le report du déficit prévisionnel 2015 de 3,8 k€,
- une subvention de fonctionnement de 20 k€ versée à l'Ehpad suite à l'intégration des produits et charges des pavillons rue René Cassin dans le budget du CCAS.

### ➤ Les charges de personnel

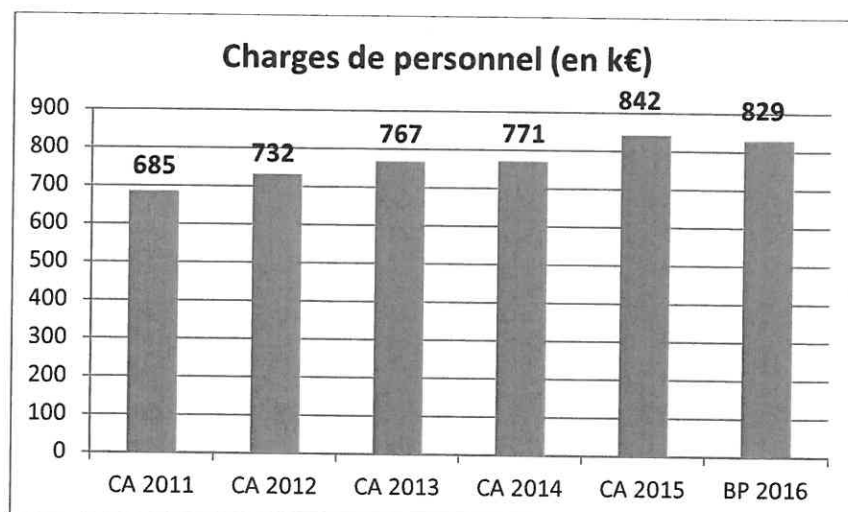
Les dépenses de personnel prévues en 2016 s'élèvent à **829 k€**, soit une baisse de 1,5 % par rapport au réalisé 2015 (842 k€).

Elles représentent 68 % des dépenses de fonctionnement budgétées en 2016.

Le chapitre comprend les frais directs de personnel et également la **refacturation des heures** effectuées par le personnel communal pour les **interventions techniques**. Cette dernière passe de 2,4 k€ en 2015 à **16 k€ en 2016**, afin de prendre en compte les travaux pour le domicile partagé et les pavillons rue René Cassin, en cas de départ d'un locataire.

### **Les évolutions de la masse salariale (frais directs de personnel) :**

Les frais directs de personnel sont évalués en 2016 à **813 k€**, soit – 26k€ qu'en 2015 (-3%).



Cette évolution prend en compte :

- Une marge de remplacement pour des congés formation et maladie à la maison de l'enfance pour 2,6 ETP, soit 49 k€.
- Le recrutement d'un agent administratif à 50% pour l'accueil
- Maintien d'un 0,7 ETP supplémentaire en personnel administratif du CCAS
- l'effet Glissement Vieillesse Technicité (avancements d'échelons et de grade) à hauteur de 7 k€
- Coût de la réforme statutaire des catégories B
- Augmentation des caisses de retraite pour la part patronale
- Hausse du taux de l'URSSAF vieillesse

Cette baisse s'explique donc par :

- Pas de budgétisation de remplacements de congés maternité
- Pas de budgétisation sur le poste de directeur à 0,9 ETP (les missions sont assurées dans le cadre de la mutualisation avec les services communaux et aucune refacturation de personnel n'est budgétée, en 2016, dans l'attente de la mise à jour de la convention de mutualisation)
- La baisse des cotisations au CDG (-0.10%) et au CNFPT (-0,10%)
- Comptabilisation de la prime d'assurance pour risque statutaire au chapitre des charges à caractère général (-17,5 k€)

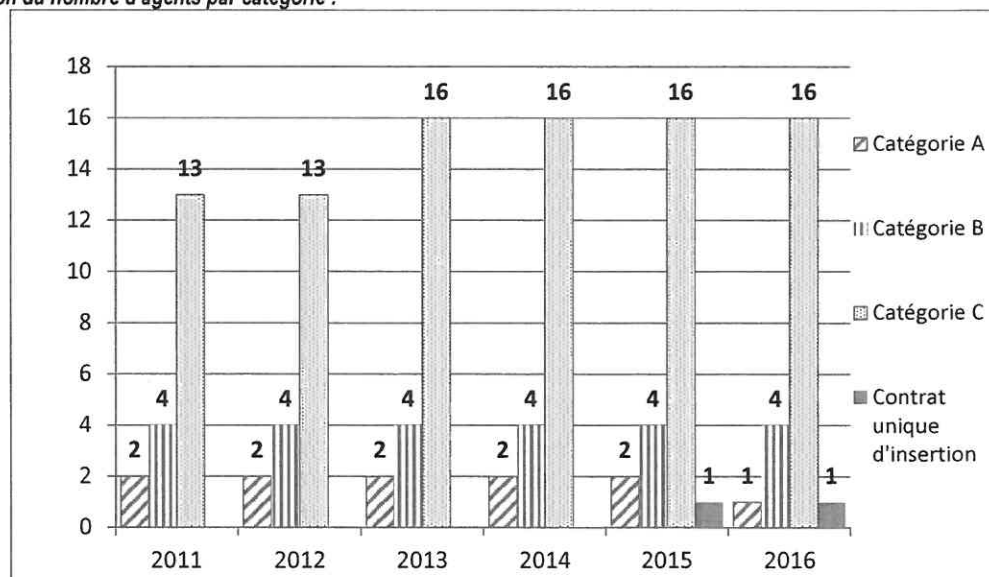
### Les effectifs du CCAS - évolution et temps de travail :

Le CCAS emploie 22 agents au 1<sup>er</sup> janvier 2016, soit 18,78 équivalents temps pleins (ETP).

Les agents travaillent 1 607 heures par an (pour un contrat à temps complet) depuis la mise en place des 35 heures.

SERVICE	2011	2012	2013		2014		2015		2016	
Au 1 <sup>er</sup> janvier	Agents	Agents	Agents	ETP	Agents	ETP	Agents	ETP	Agents	ETP
Direction	1	1	1	0,9	1	0,9	1	0,9	-	-
CCAS service administratif	2	2	2	1,7	2	1,7	3	2,27	3	2,27
Multiaccueil	14	14	17	14,91	17	14,91	17	14,91	17	14,91
Ram LAEP	2	2	2	1,6	2	1,6	2	1,6	2	1,6
TOTAL	19	19	22	19,11	22	19,11	23	19,68	22	18,78

Evolution du nombre d'agents par catégorie :





➤ **Les charges à caractère général (011) :**

Les prévisions sont de **312 k€** soit +58 k€ qu'en 2015 (254 k€), en raison essentiellement de l'évolution des activités de gestion de logements sociaux. Des recettes sont attendues en contrepartie.

**Des charges de fonctionnement en hausse :**

- Des charges de locations immobilières intégrant les loyers du domicile partagé en année pleine et des pavillons rue René Cassin (+ 77 k€).
- Des frais supplémentaires d'entretien de bâtiments liés à la gestion de ces locations
- Des crédits provisionnés au titre de l'alimentation en hausse :
  - Prévision de 4 500 repas pour le service de portage, avec un tarif augmenté de 9,51€ à 9,91€,
  - Légère hausse des achats pour le multi-accueil afin de privilégier les aliments biologiques.
- La comptabilisation de la prime d'assurance pour les risques statutaires à ce chapitre au lieu du chapitre des charges de personnel (+ 17,5 k€)
- Des dépenses de formation supplémentaires dans le cas d'une mise à jour des logiciels métiers (+ 3,5 k€)
- Une prestation externe pour l'évaluation des risques psychosociaux (+ 8,7 k€), obligatoire dans le cadre du document unique d'évaluation des risques professionnels
- Le renouvellement des vêtements de travail du personnel du multi-accueil, non effectué en 2015 : 1 000 €
- Des crédits prévus pour les frais bancaires éventuels pour une ouverture d'une ligne de trésorerie

**Le maintien des charges récurrentes :**

- Des achats nécessaires en petit équipement pour le multi-accueil (linge, loisirs créatifs, livres, etc..) pour un montant de 2 500 €.

**Des baisses de charges en raison de :**

- Transfert de la gestion des logements sociaux, rue du Camp de César et Le Porlair à Vannes Golfe Habitat (- 35k€)
- Terme de la convention avec l'association Babigou Breizh (1 place en crèche bilingue)

➤ **Les autres charges de gestion courante (65) :**

Il s'agit,

- d'une part, de l'ensemble des aides allouées aux bénéficiaires du CCAS, dans le cadre du FSL, de situation particulière ou des aides aux activités. Au regard de la hausse des **aides financières** versées pour les participations aux activités (9,6 k€ en 2015, pour 5k€ en 2014), il est proposé d'inscrire un montant plus important en 2016 : **10 k€**.  
Le montant des **secours versés** s'élève à 11,3k€ en 2015 (13,8 k€ en 2014), il est proposé de maintenir une enveloppe stable de **14 k€** en 2016, correspondant à l'enveloppe allouée en 2014 et 2015.  
Le total budgété des aides et secours s'élèverait alors à **24 k€** (20,9 k€ de réalisé en 2015).

- d'autre part, d'une **subvention** versée à l'Ehpad dans le cadre du transfert de l'activité de gestion des pavillons rue René Cassin, afin de financer de façon transitoire les frais administratifs et d'entretien assurés par le personnel de l'Ehpad. Une refacturation sera ensuite mise en place après analyse de ces charges. La subvention est de **20 k€**.

➤ **Les autres charges (66, 67, 68) :**

- Charges financières : 100 € d'intérêts pour le prêt souscrit auprès de la MSA en 2015
- Charges exceptionnelles : 500€ pour les régularisations de titres sur exercices antérieurs
- Charges correspondantes à la dotation aux amortissements et aux provisions pour un montant de 18 k€,

➤ **Le déficit d'exploitation N-1 reporté :**

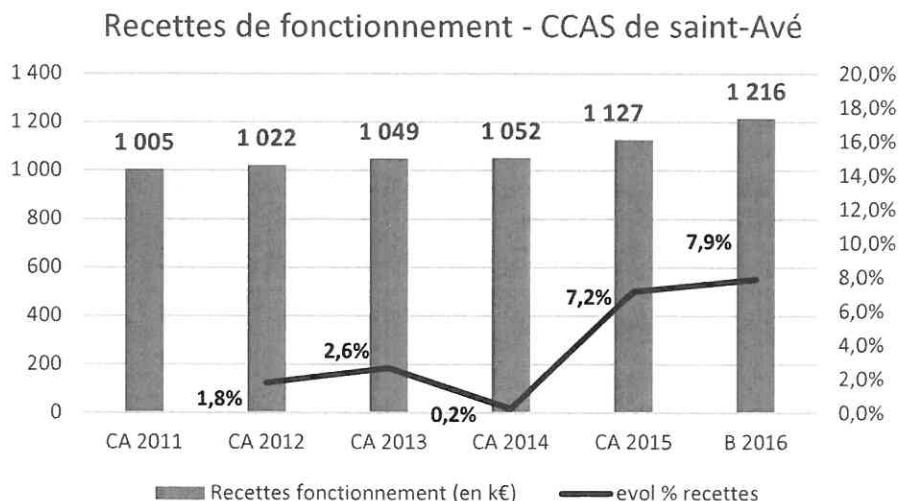
Prévisionnel, il s'élèverait à 3 881,96 € fin 2015.

➤ **Les dépenses imprévues (022) :**

Une provision pour dépenses imprévues est constituée à hauteur de 7 723,14 € et permettra de faire face à d'éventuelles charges supplémentaires.

## 2) **LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

En 2016, elles sont évaluées à **1 216 k€** soit 7,9 % de plus que le réalisé 2015 (1 127 k€).





La variation des recettes entre 2015 et le prévisionnel 2016 s'expliquent par :

**De nouvelles recettes attendues (loyers, portage, FSL, remboursements de rémunérations de personnel):**

- Des recettes de loyers supplémentaires générés par les pavillons rue René Cassin : + 102 k€
- La hausse des prévisions de remboursement sur rémunérations du personnel par les assurances : 55 k€ en 2016 attendus (18,8 k€ en 2015) soit + 36,5 k€
- Du loyer versé par les résidents du domicile partagé sur une année pleine pour un montant prévu de 23 k€ (259,44 € /personne/mois) avec un taux de remplissage estimé à 93% : + 10 k€
- De la revalorisation du nombre des repas portés à domicile et des tarifs (4 500 repas prévus à 10,08€ en 2016) : +2 k€
- De la hausse attendue des versements de FSL, en raison de la révision de la procédure de demande de versement auprès du Conseil départemental (accélération du processus)
- Les reprises de subventions au compte de résultat : + 1k€ (10k€ de subventions perçues en 2015 pour les équipements de la maison de l'enfance et du domicile partagé, amorties sur 10 ans)

**Des recettes stables concernant la petite enfance :**

- Les recettes des prestations de service de la petite enfance facturées aux familles sont évaluées de façon prudentielle à 115 k€, après une réalisation 2015 de 116 k€.
- Les participations de la CAF et de la MSA sont évaluées respectivement à 280 k€ et 8k€ en 2016 (276 k€ et 9k€ en 2015)
- Les recettes du contrat enfance conclues avec la CAF sont évaluées sur la base des versements 2015 soit : 158 k€.

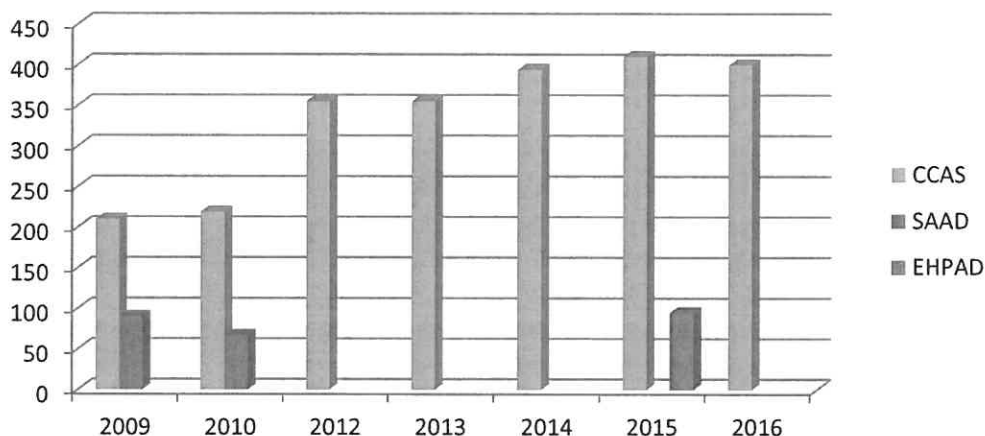
**Des recettes en diminution sur les loyers concernant :**

- La perte des loyers des logements sociaux avec le transfert de la gestion vers VGH au 1er février 2016 : - 29 k€

**La subvention de fonctionnement communale :**

Afin d'équilibrer le budget, la commune verse une subvention de fonctionnement tous les ans. Pour 2016, la subvention est évaluée à **400 k€**.

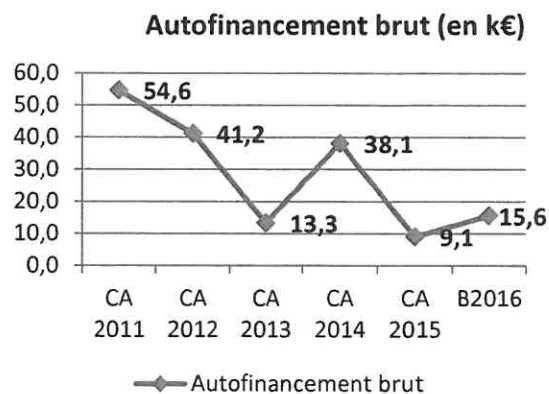
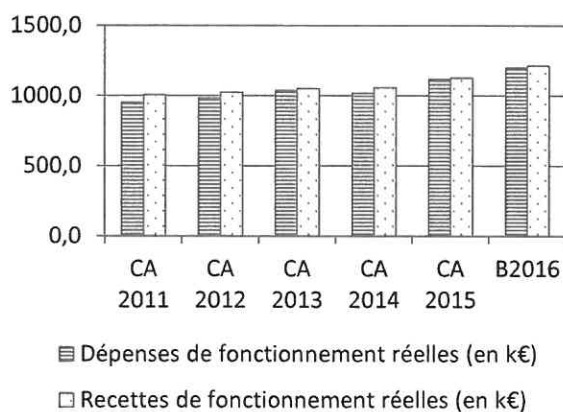
### Evolution de la subvention communale (en k€)



### 3) L'AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement brut est la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles (après retraitement des écritures d'ordre des dotations aux amortissements et reprises de subventions.)

Cette ressource permet ensuite à la collectivité de rembourser sa dette et d'investir dans des équipements adaptés aux activités.



## II – LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le montant de la section d'investissement est évalué à 44 k€ pour 2016.

### 1) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement sont évaluées à **44 k€** en 2016, soit +10% par rapport aux réalisations 2015 (39,8 k€). Elles comprennent les dépenses d'équipement, les remboursements de la dette et de l'avance du FCTVA et l'amortissement des subventions transférables.

#### ➤ Les dépenses d'équipement

Les nouvelles dépenses d'équipement prévues pour 2016 s'élèvent à **28 k€**. Des restes à réaliser 2015 viennent se rajouter pour 3 k€ (dont un congélateur et un sèche-linge pour la maison de l'enfance).

Sur ces 28 k€, il est prévu :

- pour le service CCAS : 1 ordinateur (1 000 €), du mobilier de bureau (500€) et la nouvelle version du logiciel IGOF, dont une partie des frais sera refacturée au budget du SAAD (Service d'aide à domicile).
- pour le domicile partagé, des installations et agencements divers pour 3 410€, et du petit équipement divers pour 290€
- pour le multi accueil un montant de : 11 100 €, qui comprend 1 000€ pour un ordinateur, 7 100€ d'équipement pour l'accueil des enfants et une provision de 3 000 € en cas de nécessité d'acquisition d'un copieur –fax (location de matériel pour l'instant),
- une provision non affectée de 6 880 € afin d'équilibrer le budget et dédiée aux imprévus.

RECENSEMENT DES BESOINS EN INVESTISSEMENT				
BUDGET PRINCIPAL CCAS 2016				
(hors reports 2015)				
service	Chap	Nature	Libelle investissement	Montant TTC
AG	20	2051	Licence logiciel	5 000,00
AG	21	2183	1 ordinateur avec Office	1 000,00
AG	21	2184	Mobilier bureau	500,00
<b>DEPENSES EQUIPEMENTS POUR ADMINISTRATION GENERALE</b>				<b>6 500,00</b>
DOPA	21	2181	Serrures sur chaque placard	300,00
DOPA	21	2181	coffre sur branchements electriques arriere-cuisine	90,00
DOPA	21	2181	etageres placards chambres	450,00
DOPA	21	2181	tablettes et portes serviettes pres lavabos dans chambres	750,00
DOPA	21	2181	rideaux sur baie vitree et porte entree	600,00
DOPA	21	2181	3 etageres dans laverie	100,00
DOPA	21	2181	rayonnage rangement près du congelateur	60,00
DOPA	21	2181	1 etagere dans toilette commun	60,00
DOPA	21	2181	Aménagements divers	1 000,00
DOPA	21	2183	appareil photo	140,00
DOPA	21	2188	bac a fleurs sur roulette	150,00
<b>DEPENSES EQUIPEMENTS POUR LE DOMICILE PARTAGE</b>				<b>3 700,00</b>
ILOT	21	2183	1 ordinateur avec Office	1 000,00
ILOT	21	2183	Copieur fax	3 000,00
ILOT	21	2183	2 postes CD	300,00
ILOT	21	2183	Appareil photo	150,00
ILOT	21	2184	Blocs motricité	1 200,00
ILOT	21	2188	Frigo	1 000,00
ILOT	21	2188	Robot ménager	1 500,00
ILOT	21	2188	Moustiquaires (grille pour les fenêtres)	950,00
ILOT	21	2188	Jeux	2 000,00
<b>DEPENSES EQUIPEMENTS POUR LE MULTI-ACCUEIL</b>				<b>11 100,00</b>
AG	21	2188	Provision non affectée nouvel équipement si casse	6 880,00
<b>TOTAL DEPENSES EQUIPEMENTS CCAS</b>				<b>28 180,00</b>

Les dépenses d'équipements pour la maison de l'enfance sont en moyenne de 8k€ par an (mobilier et immobilisations corporelles diverses). Des dépenses d'équipement supplémentaires seront nécessaires lorsque les travaux de réhabilitation et d'extension du bâtiment seront achevés (2018), avec 5 places supplémentaires et de nouvelles salles d'activité

➤ **Le remboursement du plan de relance (FCTVA)**

Le CCAS a bénéficié du plan de relance FCTVA en 2015, avec le versement d'une avance sur le FCTVA, (versé avec une année de décalage). Cette avance était de 3 937€ et est remboursable en 2 annuités égales en 2016 et 2017, soit **1 970 €** en 2016, auprès de la Caisse des dépôts.

➤ **Le remboursement de la dette**

Un emprunt a été souscrit auprès de la MSA en 2015 pour 5 000€ sur 10 ans, au taux fixe de 2% pour le financement des équipements du domicile partagé. Cet emprunt est référencé 1A dans la charte de Gissler (c'est-à-dire sans risque de taux)

L'annuité est de **556,63 €** dont **456,63€** d'amortissement de la dette, en dépense d'investissement et 100€ de charges financières en fonctionnement. L'échéance est annuelle. C'est le seul emprunt en cours.

*Les crédits ouverts pour les opérations liées au des remboursements des dépôts de garantie des locataires sont également inscrits au chapitre « 16- emprunts » pour 9 k€*

➤ **Les amortissements de subventions**

Ils sont de 1393 € en 2016 (ils étaient de 383 € en 2015). Une recette de fonctionnement équivalente est constatée.

La variation par rapport à 2015 provient des amortissements des nouvelles subventions versées en 2015 (dont 8 536 € pour les équipements du domicile partagé).

## 2) **LES RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Les investissements sont financés par :

➤ **Le report de l'excédent d'investissement 2015 :**

pour un montant de **15 466,23 €** (chiffre provisoire)

➤ **L'apport de subventions :**

Financement par la CAF d'acquisition de mobiliers et équipement pour le multi-accueil, le relais assistance maternelle et le lieu d'accueil parents enfants: **1 100 €**

➤ **Le F.C.T.V.A. :**

Le fonds de compensation de la TVA est calculé sur la base des investissements comptabilisés l'année précédente et soumis à TVA. Un taux de 16,404% est appliqué pour le FCTVA qui sera versé en 2016. Il est budgété pour un montant de **4 500 €**

➤ **Le versement des dépôts de garantie**

Les dépôts de garantie sont versés à l'entrée dans les lieux des locataires. Ils apparaissent en recettes d'investissement mais ne sont pas destinés à financer les dépenses d'équipement. Ils sont budgétés pour **4 500€**

➤ **Le montant des dotations annuelles aux amortissements**

Elles sont évaluées à **18 k€** en 2016. Elles sont comptabilisées en charges de fonctionnement et en recettes d'investissement car cette ressource est destinée à financer le renouvellement des équipements, en constatant leur dépréciation.

## Répartition des recettes d'investissement en 2016 (hors cautions des locataires)

